

# LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 29 OCTOBRE 2015

## SOMMAIRE

- 1) Il enterre la...
- 2) Elle passe
- 3) Plus précaires encore
- 4) L'économie n'est pas partagée
- 5) Coup de poings Droite-FN
- 6) La vérité; le chômage ne baisse pas
- 7) Il accuse...
- 8) Delon la trouve bonne...

Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Le Sénat enterre la charte des langues régionales



Vue générale du Sénat Photo Joel Saget.AFP

Par Laure Equy

## **Promesse de campagne de François Hollande, la ratification de ce texte du Conseil de l'Europe et signée par la France en 1999, est de nouveau gelée.**

Pas de miracle pour la charte européenne des langues régionales. Le Sénat vient de retoquer la ratification de ce texte du Conseil de l'Europe, en votant une motion de procédure qui a coupé court au débat parlementaire. Cette «question préalable», soutenu par la droite, majoritaire, et le centre, a été votée, mardi soir par 180 voix contre 155.

C'est le scénario que redoutaient les parlementaires de gauche partisans de la charte. Soixante d'entre eux, emmenés par le député régionaliste et EE-LV Paul Molac (Morbihan), ont tout de même tenté une ultime mobilisation en publiant sur le site de L'Obs pour interpeller la Haute-Assemblée: «Sénateurs, la France a besoin de cette charte. Soutenez ce patrimoine».

### **«Le Sénat, cénacle du jacobinisme le plus étriqué»**

Ils ne se faisaient toutefois aucun espoir. Le projet de loi «est cuit», regrettait dans la matinée Frédérique Espagnac, sénatrice (PS) des Pyrénées-Atlantiques tandis que Ronan Dantec, sénateur (EE-LV) de Loire-Atlantique, reconnaissait que «le suspense [n'était] pas énorme». A l'Assemblée, Jean-Jacques Urvoas, président (PS) de la commission des Lois, a, lui, accusé le Sénat de se faire «le cénacle du jacobinisme le plus étriqué» au lieu d'être «la chambre des territoires».



Jean-Jacques Urvoas @JJUrvoas  
Affligeant, consternant, navrant... Et révélateur d'un archaïsme jacobin ! 😡 <https://twitter.com/francebleubzh/status/659031356832399360> ...

Le député (PS) du Finistère avait fait voter, en 2014, une proposition de loi visant à ratifier la charte, avec le renfort de voix de 60 députés «Les Républicains» et UDI. Car les promoteurs de la charte n'en sont pas à leur première tentative pour faire ratifier ce texte rédigé en 1992 et signé par la France en 1999. «Notre rocher de Sisyphe», soupire Urvoas. Le texte, qui vise à «la protection et à la promotion des langues régionales», en reconnaissant le «droit imprescriptible» de pratiquer ces langues «dans la vie privée et

publique» a déjà essuyé un veto du Conseil constitutionnel et plusieurs avis défavorables du Conseil d'Etat.

### **Manœuvre «toute mitterrandienne»**

Comme sa ratification nécessite de modifier la Constitution, il est nécessaire d'organiser un référendum ou convoquer les parlementaires en congrès à Versailles. C'est la voie qu'avait choisie, cet été, François Hollande, en réactivant cette promesse de campagne.

Les sénateurs viennent donc de stopper net ce processus, le texte devant être voté conforme dans les deux chambres pour aller ensuite à Versailles. La droite, majoritaire au Palais du Luxembourg dénonçait une manœuvre «toute mitterrandienne» du président de la République pour mettre en difficulté ses adversaires à un mois et demi des élections régionales. Pour ne pas être accusés d'enterrer des langues pour la plupart dangereusement menacées, le groupe LR a déposé avec les centristes une proposition de loi pour promouvoir leur pratique. Sur le fond, ils disent redouter que la charte ouvre une brèche «communautariste». «Faire vivre les belles identités de nos territoires, ce n'est absolument pas du communautarisme», a répliqué la Garde des Sceaux, Christiane Taubira. La gauche a reproché à la majorité sénatoriale de refuser par principe d'offrir une victoire constitutionnelle à François Hollande à un an de la prochaine présidentielle. La charte, ratifiée par 25 des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe mais gelée en France depuis plus de vingt ans, devra encore attendre.

Laure Equy



**LAPRESSEENREVUE.EU**

## II) La gauche passe son tour

Jacques Julliard

Pour Jacques Julliard, le projet de la "gauche de la gauche" est simple : faire l'impasse sur 2017 et, en attendant, mettre le pouvoir au garde-meuble, c'est-à-dire entre les mains de la droite modérée. Favoriser la réaction de préférence à la réforme, car celle-ci est l'ennemie principale de la révolution.



Manifestation unitaire contre l'austérité le 12 avril 2014. NICOLAS MESSYASZ/SIPA

Tout le monde se plaint de l'ambiguïté de la gauche dans toutes ses fractions. Il me semble pourtant que son projet est simple et de plus en plus visible : faire l'impasse sur 2017 et, en attendant, mettre le pouvoir au garde-meuble, c'est-à-dire entre les mains de la droite modérée.

socialiste, mais à la « discipline républicaine » elle préfère d'évidence le « vote révolutionnaire » : favoriser la réaction de préférence à la réforme, car celle-ci est l'ennemie principale de la révolution. Le hic, c'est que pareil raisonnement suppose une révolution à l'horizon. Franchement... Crédité de moins de 40 % d'intentions de vote, la gauche divisée a toutes les chances de se faire écraser aux régionales de décembre et de se faire blackbouler à la présidentielle de 2017. C'est donc la fleur au fusil, à l'insu de son plein gré, que la gauche au carré envisage un second tour de type 2002 : droite contre extrême droite. Plutôt Juppé que Hollande. L'idée est qu'il vaut mieux une vraie droite qu'une fausse gauche ; on y gagnera au moins le bénéfice de l'opposition, dans l'espoir – qui sait ? – que les choses seront meilleures – ou plutôt pires ! – en 2022. Ce gauchio-juppéisme est une



Ainsi, de cette « gauche de la gauche », ou gauche au carré. Non seulement elle s'apprête à multiplier les candidatures à la présidentielle\* (plus on est de fous...); non seulement elle concentre ses tirs meurtriers sur le gouvernement

façon laïque de croire au Père Noël.

Comme si toutes les leçons du mitterrandisme, qui tentait de faire de la gauche un parti de gouvernement, avaient été balayées d'un coup par l'ivresse de la pureté, la fascination de la défaite, et surtout la résignation à l'ordre éternel de la politique : à la droite le pouvoir, à la gauche l'opposition. C'est, sous couvert de radicalité, un retour à la mentalité d'Ancien Régime, où pendant des siècles les ordres privilégiés avaient une vocation naturelle à tenir les premiers rôles, tandis qu'il revenait au peuple d'obéir en maugréant.

Vient ensuite le cas des souverainistes. Beaucoup se réclament de cette gauche au carré, mais il n'y a pas recouvrement total, loin de là. Leur obsession à eux n'est pas le retour aux bénéfices de l'opposition, mais à cette solution miracle que serait la sortie de l'euro. Les Grecs eux-mêmes n'en ont pas voulu, mais qu'importe ! Et le Front national ayant changé, Jacques Sapir, un économiste, a fini par avouer la formule magique qui est dans la tête de presque tous les souverainistes : la grande coalition des extrêmes, la grande alliance avec le Front national !

Cela ne fait que confirmer ce que je n'ai cessé d'affirmer ici : que le souverainisme de gauche, fût-ce à son corps défendant, n'a d'autre vocation historique que d'être le fourrier du nationalisme de droite. Et que, dans ce grand pâté de cheval et d'alouette, personne ne peut ignorer qui est l'alouette et qui est le cheval. De sorte que, par des voies différentes, le souverainisme antieuro aboutit au même résultat que la gauche au carré : rendre le pouvoir à la droite, à cela près qu'il pourrait s'agir cette fois de la droite extrême.

Reste le cas de la majorité du PS, et nommément de François Hollande. Lui au moins n'a nullement l'intention de rendre le pouvoir à la droite, à moins d'une catastrophe au chapitre de l'emploi, pour la bonne et simple raison qu'il y est installé et s'y trouve fort bien.

Seulement, le grand tacticien politique qu'est François Hollande s'est inexplicablement compliqué la tâche depuis trois ans, en se brouillant avec trois catégories qui avaient fortement contribué à son élection : les cathos de gauche, les centristes, les profs. Ce qu'une partie des catholiques lui a reproché dans l'affaire du mariage pour tous, ce n'est pas tant la nature de la décision que la brutalité dont il a usé avec eux, interrompant un rapprochement historique qui

s'opérait lentement depuis un siècle. Difficilement explicable.

Inexplicable également sa décision de faire en 2012 battre à Pau François Bayrou, qui venait de contribuer de façon décisive à son élection. Aucun leader socialiste n'a jamais pu donner une explication satisfaisante d'une telle ingratitude. Il ne restait au leader du centrisme qu'à se replier sur ses positions traditionnelles de centre droit.

Enfin, avec les réformes Vallaud-Belkacem, François Hollande s'est aliéné une partie importante de son électorat enseignant. Selon un sondage OpinionWay de juillet 2015, les enseignants qui avaient soutenu François Hollande à 44 % au premier tour de 2012 ne seraient plus que 21 % à vouloir recommencer. Leur rejet de la réforme du collège s'élève à 75 %. Toujours inexplicable. Comme si François Hollande, ce gagnant-né, avait un rapport trouble avec la victoire... Sans la réconciliation avec les trois catégories que je viens d'énoncer, la réélection de François Hollande tiendrait du miracle, un miracle qui s'appelle la qualification de Marine Le Pen à ses côtés pour le second tour de 2017.

De quelque côté que l'on se tourne, tout se passe donc comme si la gauche, par des voies différentes, mais pour une fois unanime, disait à ses électeurs : « Mes amis, merci de votre fidélité. On y fera encore appel à l'avenir. Mais, dans l'immédiat, j'ai d'autres préoccupations. Pour cette fois, je passe mon tour. »

\* Entre quatre et sept : Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent, Cécile Duflot, voire Benoît Hamon, sans compter le contingent ordinaire de trotskistes.



[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

### III) Femmes et jeunes ont toujours des emplois plus précaires



**PARIS (Reuters)** - L'emploi était toujours plus précaire en 2014 pour les femmes et les jeunes de 15-24 ans, plus affectés par le temps partiel et par des types de contrats non pérennes, selon des chiffres publiés mercredi par l'Insee.

La "photographie du marché du travail en 2014" montre un renforcement accru du secteur tertiaire, dans lequel travaillent 76,9% des actifs occupés (+0,7 point par rapport à 2013) et près de neuf femmes sur dix (88,3%) contre 66,3% des hommes.

Le secteur tertiaire compte pour plus de 90% des emplois à temps partiel en France et sa progression s'accompagne d'une hausse presque aussi importante du total de l'emploi à temps partiel, qui concerne 18,9% des actifs occupés (+0,5 point) pour une moyenne hebdomadaire de 23 heures.

Parmi eux, les femmes sont sur-représentées : 30,8% d'entre elles (+0,2 point) travaillaient à temps partiel en 2014 contre seulement 7,8% des hommes. Le temps partiel augmente aussi fortement chez les 15-24 ans avec 24,7% d'entre eux concernés (+1,0 point sur un an).

La précarité des femmes et des jeunes se manifeste aussi dans la nature des contrats. Si 8,6% des salariés au total étaient en 2014 à contrat à durée déterminée, c'était le cas de 10,7% des femmes contre 6,7% des hommes, et de 29,3% des jeunes.

Et leur part augmente plus vite chez les femmes (+0,2 point) et les jeunes (+1,0) sur un an que chez les hommes (+0,1).

Le taux de contrats à durée indéterminée est

certes plus élevé chez les femmes - 78,8% contre 74,2% chez les hommes - mais s'explique notamment par un taux d'emploi non salarié nettement plus important chez les seconds (14,7% contre 8,1%).

(Gregory Blachier, édité par Yves Clarisse)



### IV) Exportation, emploi, investissement: comment est partagée l'économie



Par [challenges.fr](http://challenges.fr)

Selon une étude Insee, l'économie française reste ultra-dominée par les très grandes groupes. Par exemple, 1% des entreprises concentraient en 2013 97% de l'exportation.



(c) FRANK PERRY / AFP

L'économie française reste ultra-dominée par les très grandes groupes, puisque 1% des entreprises concentraient en 2013 97% de l'exportation, 65% de la valeur ajoutée et 55% de l'emploi du secteur marchand, selon une étude de l'Insee publiée mercredi 28 octobre. Ces 24.000 entreprises représentent également 85% de l'investissement, avec plus de 500.000 euros annuels investis pour chacune, selon l'enquête de l'Insee. A l'inverse, une entreprise sur deux n'a pas investi du tout en 2013.

Par ailleurs, entre 2012 et 2013, les plus grandes entreprises ont majoritairement été en croissance, tandis que plus de la moitié des entreprises de plus petite taille ont vu leur valeur ajoutée diminuer.

En 2013, les 2,4 millions d'entreprises françaises, hors secteurs agricole et financier, ont réalisé un chiffre d'affaires hors taxe global de 3.700 milliards d'euros et une valeur ajoutée de 986 milliards d'euros, soit 52% de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie du pays.

L'investissement est "en recul malgré un effet positif des créations d'entreprises", précise en outre l'institut, qui souligne que "l'investissement corporel brut hors apports recule à nouveau en 2013 de 1,8%, après -2,7% en 2012 ».

### Effet positif du CICE

Néanmoins, l'Insee constate que l'entrée en vigueur, en 2013, du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), a eu "un effet positif sur le taux de marge", et a "permis aux entreprises d'intégrer les exonérations de charges dans leur comptabilité dès 2013".

Selon Hervé Bacheré, économiste à l'Insee, "il s'est vraiment passé des choses avec le CICE". Il "semblerait" que le recours au CICE se soit amplifié en 2014, alors que l'année précédente, les petites entreprises étaient pour certaines "réticentes à faire la paperasse", a-t-il commenté.

Ainsi, depuis 2012, le coût horaire de la main d'oeuvre a augmenté de façon plus modérée en France que dans d'autres pays européens, comme l'Allemagne, l'Italie, ou le Royaume-Uni: +1,1% en moyenne par an dans l'industrie (+2,1% dans la zone euro), et +0,8% dans les services marchands (+1% dans la zone euro).

"Cette hausse modérée tient notamment à l'entrée en vigueur" du CICE, commente encore l'Insee.

(Avec AFP)



## V) Violent accrochage entre Marine Le Pen et Xavier Bertrand, Saintignon crée la surprise



Montage photo de Marine Le Pen et Xavier Bertrand / Crédits : Montage photo AFP

**Le débat sur les régionales sur Europe 1 a été marqué par un échange coups de poings entre le candidat de droite et la candidate FN de la région Nord-Pas-De-Calais-Picardie. Contre toutes attentes, le candidat PS a pu se faire une place et marquer des points.**

Comme souvent, les débats télévisés sont révélateurs des tensions sous-jacentes entre personnalités, et profitent aux outsiders. Celui de mardi soir sur Europe 1 entre trois candidats aux régionales dans le Nord-Pas-De-Calais Picardie a obéi à la règle. Il a été révélateur tout d'abord de la lutte à mort qui oppose Xavier Bertrand à Marine Le Pen. Après une heure et demie de débat, le candidat de droite s'est lancé dans une sortie très violente contre la candidate FN, affirmant qu'elle était "la pire du système". "Vous et votre famille vivez de l'argent public depuis des années, a-t-il lancé le regard noir. Avec Mr Philippot, vous avez fait les poches de votre propre père". Et d'ajouter "St Quentin, ce n'est pas St Cloud", lui reprochant son "mépris".

Face à la violence des coups, Marine Le Pen a joué la retenue, arborant toutefois un sourire crispé : "le masque tombe Mr Bertrand". Et d'affirmer que le candidat de droite utilisait des arguments qui "tombaient dans la fange". Depuis des semaines, Xavier Bertrand réclamait un débat face à Marine Le Pen et il a lâché mardi soir les coups qu'il n'a pas pu lui asséner lors de l'émission annulée jeudi soir sur France 2.

**Saintignon, la carte de l'homme de terrain**

Outre la violence du duel Bertrand-Le Pen, le débat a permis au candidat PS Pierre de

Saintignon de créer la surprise en se montrant beaucoup plus pugnace que ce que ses adversaires voulaient bien en dire. De plus en plus à l'aise et offensif au cours des échanges, ce proche de Martine Aubry a su habilement jouer la carte de l'homme de terrain, avec une politesse et un style qui ont tranché avec ses deux adversaires. Ce savoir-vivre ne l'a pas empêché de pousser un coup de gueule entre deux pugilats de ses rivaux : "vous donnez un spectacle scandaleux", leur a-t-il lancé.

Xavier Bertrand, Marine Le Pen et, dans une moindre mesure, Pierre de Saintignon (PS) se sont opposés sur tous les sujets de fond dans le reste du débat. Sans surprise, Marine Le Pen, donnée gagnante du scrutin par des sondages, a fait le procès de ses adversaires à propos de la vague d'immigration en Europe, notamment à Calais, mettant dans le même sac "UMP et PS responsables de l'ouverture totale des frontières". "Nous sommes dans la région Nord-Pas-de-Calais, les gens sont généreux", a répliqué Pierre de Saintignon, reprochant à la droite d'avoir "signé les accords du Touquet" plaçant le poste frontière franco-britannique à Calais. Pour Xavier Bertrand, "c'est à cause des Anglais. Il faut continuer à faire pression à mort sur les Anglais pour qu'ils prennent part à ce fardeau", a-t-il dit.

En matière économique, Marine Le Pen s'est bornée à prôner "la mise en oeuvre de critères sociaux et environnementaux" pour l'attribution des marchés publics "qui permettraient d'avantager les entreprises locales". "Vous ne connaissez pas vos dossiers", lui a répondu Pierre de Saintignon, affirmant que "près de 97%" des marchés vont à des entreprises régionales. Xavier Bertrand s'en est de nouveau pris en termes vifs à la candidate FN. "On est habitué à entendre Marine Le Pen caricaturale (...), c'est son seul projet. C'est la candidate des dénonciations, des peurs, des colères".

Attaqué par la tête de liste FN sur le Régime social des indépendants (RSI), il a affirmé qu'elle n'avait "pas intérêt à régler les problèmes des commerçants". "Votre fonds de commerce, c'est le malheur des gens. Il n'y a rien d'autre qui vous intéresse", lui a-t-il lancé. En l'absence de propositions détaillées de Marine Le Pen, le débat économique a surtout opposé Xavier Bertrand et Pierre de Saintignon. Se flattant d'être "concret et précis" et non "un joueur de flûte" comme ses adversaires, le candidat les Républicains a rappelé son "objectif que 60.000 personnes retrouvent un emploi" d'ici septembre 2016. "Savez-vous

combien il y a d'embauches non précaires ? 200.000 par an dans la région !", lui a répondu le socialiste. A deux reprises, Marine Le Pen, elle, a séché sur des précisions de chiffres demandées par les journalistes. Contrairement à sa nièce Marion Maréchal-Le Pen la semaine dernière en PACA lors d'un même débat.

**VIDEO - Marine Le Pen en tête des sondages**

<http://lci.tfl.fr/politique/nord-pas-de-calais-picardie-violent-accrochage-entre-marine-8676248.html>

tfl.fr

## **VI) Non, le chômage ne baisse pas en France**

Par Rachida El Azzouzi

**Dans la catégorie A, le chômage est en baisse en septembre et, à écouter le gouvernement, c'est le début de l'inversion de la courbe. C'est aussi, selon les mots de Manuel Valls, le résultat des réformes engagées. Mais de quel chômage parle-t-on ?**

**C'**est la bonne nouvelle de la semaine pour le gouvernement empêtré dans les abîmes de l'impopularité. L'éclaircie, l'aubaine, à quelques semaines des élections régionales et d'une probable nouvelle déroute socialiste. « Le chômage est en baisse », entend-on partout sur les ondes depuis la publication, lundi, des statistiques mensuelles de Pôle emploi et la Dares. 23 800 chômeurs de moins en septembre dans la catégorie A, la catégorie de référence (qui n'en demeure pas moins la plus restreinte puisqu'elle ne regroupe que ceux qui sont au chômage et qui font des recherches effectives d'emploi) (le détail des chiffres ici). Mais si l'on y ajoute ceux qui, travaillant un peu, sont malgré tout en "recherche active d'emploi" (catégories A, B et C), le résultat est nul, comme l'établit le tableau ci-dessous.

Regardons de plus près la fameuse catégorie A. Moins 0,7 % de demandeurs d'emploi, c'est la plus forte baisse jamais enregistrée depuis huit ans. Le premier grand ralentissement depuis l'arrivée à l'Élysée de François Hollande, qui conditionne les suites de son avenir présidentiel à « l'inversion de la courbe du chômage », sa promesse. La diminution est particulièrement notable chez les moins de 25 ans, cible de nombreux dispositifs "aidés" (emplois d'avenir, garantie jeunes, contrats de génération, relance de l'apprentissage) : - 2,6 %. Soit la quatrième baisse consécutive enregistrée pour cette classe d'âge (- 2,7 % sur un an).

L'exécutif n'a cependant pas sauté aux lustres du pouvoir devant « les chiffres positifs ». Prudence. En août 2013, après vingt-sept mois de hausse consécutive, il avait applaudi l'annonce de 50 000 chômeurs en moins, « la plus forte baisse jamais enregistrée depuis treize ans dans la catégorie A ».

Or, ce n'était pas ses réformes ou le retour de la croissance qui en étaient responsables mais une gigantesque panne informatique de l'opérateur SFR, qui avait empêché des milliers de demandeurs d'emploi d'actualiser leur situation sur le site de Pôle emploi. A posteriori, l'administration avait réévalué la baisse entre 22 000 et 29 000.

Manuel Valls, tout à la préparation de la loi "Macron 2", une nouvelle dérégulation massive du marché du travail, n'a tout de même pas pu s'empêcher, ce mardi, de s'enorgueillir de cette septième baisse du quinquennat. « C'est le résultat de la conjoncture que tout le monde connaît, c'est le résultat des réformes que nous avons engagées et cela doit nous amener à poursuivre », a réagi le Premier ministre.

Il ne perd pas son nord libéral, sa droite, convaincu que la baisse du chômage réside dans le "pacte de responsabilité" - 40 milliards d'euros de baisses de charges qui gonflent les marges, mais pas les effectifs, des entreprises - et dans un code du travail allégé de ses protections salariales pour une meilleure flexibilité et précarisation du marché. « C'est le résultat de (...) choix politiques qui ont été faits, à la fois la politique active et publique pour l'emploi, et en particulier à destination des jeunes, je pense (...) aux emplois d'avenir, à l'ensemble des emplois aidés, et puis c'est aussi le résultat d'une activité économique qui (...) reprend », a appuyé Stéphane Le Foll, le porte-parole du gouvernement.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi					Unités : millions et %	
Données CVS-CJO	Avril	Mars	Avril	Variation sur un mois	Variation sur un an	
	2011	2012	2012			
<b>France métropolitaine</b>						
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2 687,6	2 884,5	2 888,8	0,1	7,5	
Catégorie B (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite courte)	544,9	568,7	575,5	1,2	5,6	
Catégorie C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite longue)	820,8	856,1	854,2	-0,2	4,1	
Catégorie A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	4 053,3	4 309,3	4 318,5	0,2	6,5	
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	235,1	239,4	238,1	-0,5	1,3	
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)	350,6	371,7	369,2	-0,7	5,3	
Catégorie A, B, C, D, E (ensemble)	4 639,0	4 920,4	4 925,8	0,1	6,2	
<b>France</b>						
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2 915,1	3 123,2	3 128,3	0,1	7,2	
Catégorie A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	4 314,7	4 582,0	4 592,0	0,2	6,4	

Quand Myriam El Khomri, elle, s'est montrée plus prudente, marchant sur des œufs sémantiques : « Seule la tendance compte. Et le chômage est orienté à la baisse sur les quatre derniers mois. C'est encourageant. (...) Cette baisse n'appelle pas d'autosatisfaction de ma part. La crédibilité de l'action publique se joue sur la durée. » La nouvelle ministre du travail sait bien que quatre mois de baisse ne tracent pas une "inversion" durable. Aussi effective soit cette baisse inédite, aussi réelle soit la "stagnation" des chiffres officiels depuis quelques mois, la réalité reste toujours aussi sombre en France sur le front de l'emploi. Pour mesurer le drame du chômage de masse, son ascension vertigineuse en quelques années, la montée de la précarité, il faut aller par-delà les courbes de la simple catégorie A, sous les feux sempiternels des médias, où les demandeurs d'emploi s'établissent fin septembre à 3,55 millions (3,81 millions en incluant l'Outre-Mer), soit tout de même une augmentation de 3,1 % sur un an.

Il faut prendre en compte, dans le détail mais aussi dans leur ensemble, les catégories de demandeurs d'emploi, cet abécédaire désincarnant la tragédie du chômage sur les individus (A, B, C, D et E) qui regroupe tous les types de chômeurs, y compris ceux qui ont effectué des missions de très courte durée ou qui, par découragement, ont cessé de faire des recherches. En avril 2012, avant que François Hollande n'emporte la présidentielle, toutes catégories réunies, ils étaient près de cinq millions (4 925 800). En septembre 2015, ils sont plus de six millions (6 111 300), soit en l'espace de trois ans une hausse de plus d'un million (1 185 500). Voilà le bilan social, la France du réel en septembre 2015 : plus de six millions d'hommes et de femmes sur la touche, sans emploi ou vivant dans la précarité du sous-emploi, du temps partiel subi, de l'intérim. Des cohortes de sans-travail et de travailleurs pauvres.

Et lorsqu'on regarde de près les courbes de chacune des catégories qui les réduisent à une lettre de l'alphabet, en ce mois de septembre, comme les précédents, elles sont toutes à la hausse. La réalité, c'est aussi un chômage de

longue et très longue durée (d'un an à plus de trois années sans emploi) qui n'en finit pas de grimper (sur un mois : de 0,9 % à 1,2 % selon les tranches ; sur un an : de 6,4 à 7,8 %). Ce drame décrété « cause nationale » en 2014, « priorité des priorités » de 2015, emporte presque trois millions de personnes... La réalité, c'est aussi un chômage des seniors enkysté qui n'en finit pas de progresser. En septembre, il augmente de 0,1% ; sur un an, de 8,5%. Les plus de 50 ans ne connaissent pas de répit. « Ils sont ma priorité », dit Myriam El Khomri. Les prochains mois le diront...

mediapart.fr

## VII) Régionales 2015: Mélenchon accuse les médias «d'installer le tripartisme»

**L'ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle déplore que tous les partis n'aient pas été invités au débat...**



Jean-Luc Mélenchon. - M.LIBERT/20 MINUTES

M.L. avec AFP

Une « mascarade ». Mercredi, Jean-Luc Mélenchon, du Front de Gauche, a accusé les médias organisateurs du débat pour les régionales dans le Nord d'« installer le tripartisme ».

« Pour une raison totalement arbitraire, on en a choisi trois, on installe le tripartisme et tous les autres ne comptent pas. Ce n'est pas démocratique, donc je ne commente pas une

mascarade pareille », a déclaré Jean-Luc Mélenchon sur iTélé.

### Trois invités, trois oubliés

Europe 1, iTELE et La Voix du Nord ont organisé, mardi soir, à Lille, un débat opposant trois candidats en lice pour les régionales en Nord-Pas-de-Calais/Picardie, à savoir Marine Le Pen (FN), Xavier Bertrand (LR) et Pierre de Saintignon (PS). N'ont pas été invités, entre autres, Sandrine Rousseau (EELV-Parti de Gauche), Fabien Roussel (PCF) ou Jean-Philippe Tanguy (Debout la France).

### La polémique France 2

La semaine dernière, une polémique était née suite à l'invitation de Marine Le Pen dans l'émission de France 2 « Des paroles et des actes ». Face aux protestations du PS et de LR, la chaîne publique avait dû se résoudre à inviter aussi leurs candidats pour un débat en fin d'émission. Là encore, il n'avait jamais été question d'inviter les candidats des autres partis. Sandrine Rousseau et Nicolas Dupont-Aignan (DLF) s'en étaient d'ailleurs indignés dans des communiqués envoyés aux médias. L'émission n'avait finalement pas eu lieu après la défection de Marine Le Pen.

Par ailleurs, alors que Manuel Valls a jugé mardi « hors de question » de « laisser » le Front national remporter une région, M. Mélenchon lui a répondu : « si on voulait vraiment empêcher tel ou tel parti de gagner une élection il faudrait s'en donner les moyens politiques. Il ne le fait pas ».

Quant à un éventuel front républicain face au FN, « j'estime que c'est mélanger les torchons et les serviettes, c'est violer le vote des gens », a dit l'eurodéputé.



LAPRESSEENREVUE.EU

## VIII) "Race blanche" : de Delon à Finkielkraut, qui soutient Morano ?

Par L' Obs

**L'acteur Alain Delon a "tiré son chapeau" à l'eurodéputée dans un entretien à "TV Magazine". Mais il n'est pas le seul à voler à son secours, après le tollé déclenché par ses propos.**



Nadine Morano, le 24 avril 2014. (NICOLAS MESSYASZ/SIPA)

Seule, mais pas contre tous... Début octobre, Nadine Morano a créé la polémique, lors de son passage à l'émission "On n'est pas couché", sur France2, en déclarant : "Nous sommes un pays judéo-chrétien, le général de Gaulle le disait, de race blanche, qui accueille des personnes étrangères [...] J'ai envie que la France reste la France et je n'ai pas envie que la France devienne musulmane". Une sortie qui avait déclenché l'ire d'une bonne partie de la classe politique. Jusque dans son propre camp : tête de liste en Meurthe-et-Moselle aux régionales, Nadine Morano s'était vue retirer son investiture. Pas de quoi faire émerger l'ombre d'un remord chez l'eurodéputée, qui peut aujourd'hui se targuer de soutiens de plus en plus nombreux. Revue de détail.

### **Alain Delon : "Elle a des couilles"**

Dans une interview accordée à "TV magazine" à l'occasion de ses 80 ans, l'acteur n'a pas manqué de dire tout le bien qu'il pensait de Nadine Morano et de ses propos. "Juste une question : le Kenya est un pays de quelle race ?

Les gens sont noirs. C'est une polémique ridicule, grotesque, qui n'a aucun sens", y estime l'acteur. Et d'ajouter : elle "a des c... de tenir comme elle tient et de dire : 'Je vous emmerde tous, je dis ce que je pense et je continuerai à le dire'. Chapeau ! »

### **Christian Estrosi : Morano ? "Quelqu'un de**

### **modéré"**

Coutumier des sorties droitières, le maire de Nice a été l'un des seuls, au sein des Républicains, à afficher son soutien à sa camarade. Invité de LCI-Radio Classique le 30 septembre, il a préféré mettre en doute la bonne foi de l'émission "On n'est pas couché" : "Je ne veux accabler personne et je vais vous dire, je ne sais pas de quelle manière ces propos ont été prononcés, dans une émission dans laquelle je refuse moi-même de me rendre depuis deux ou trois ans car le système où on vous coupe, où on monte, et où on introduit des propos prononcés au milieu d'autres...". Le plus étonnant est sans doute contenu dans la conclusion du député des Alpes-Maritimes : "Je souhaite que sa personnalité qui a beaucoup apporté à notre mouvement depuis des années, qui est quelqu'un de modéré, puisse contribuer à porter".

### **Robert Ménard : "Elle est victime d'une chasse aux sorcières"**

Qui se ressemble s'assemble... Nicolas Sarkozy "n'a pas été très aimable avec elle", a estimé le maire de Béziers, après que le président des Républicains a largement pris ses distances avec les propos de Morano. "Je trouve qu'elle est victime d'une chasse aux sorcières qui est sidérante. Se faire réprimander, menacer, sanctionner parce qu'on cite le général de Gaulle dans un parti qui s'en réclame, ça me fait rire ou pleurer. Au final, tout ça me la rend plus sympathique". L'affaire a en tous cas poussé Ménard à lancer un appel du pied à l'eurodéputée, qui tient d'ailleurs meeting ce jeudi dans sa ville : "Je lui ai dit qu'il serait temps de regrouper tous les gens qui pensent comme nous que la France est grande et surpasser les postures qui interdisent de parler à tel ou tel ».

### **Brigitte Bardot : "Ne vous soumettez pas"**

C'est un soutien qui n'étonne guère, et que Nadine Morano s'est empressée de revendiquer haut et fort : "J'ai reçu des milliers de messages de soutiens. Brigitte Bardot m'a écrit qu'elle était scandalisée et fière de moi. Elle me dit 'Ne vous soumettez pas'".

### **Alain Finkielkraut : "l'antiracisme est devenu fou"**

Invité de la matinale de France Inter le 2 octobre dernier, le philosophe s'est ému de cette "chasse

aux sorcières" dont l'eurodéputée serait selon lui victime : "Je ne fais pas de Nadine Morano une victime mais je constate que l'antiracisme est assoiffé toujours d'un nouveau gibier". Et de formuler à sa manière la pensée exprimée par celle-ci : "La France a une vocation universelle, elle doit pouvoir accueillir les gens de toutes couleurs mais une minorité d'entre eux car c'est un vieux peuple européen, de race blanche, de culture grecque et latine, et de religion chrétienne, il ne faut pas se raconter d'histoire."

**Philippe de Villiers : "Vous savez, Nos ancêtres les gaulois"**

On n'en attendait pas moins du souverainiste fondateur du Mouvement pour la France. "On voit bien ce qu'elle a voulu dire", a-t-il réagi sur RMC et BFMTV. Avant de livrer sa propre vision des choses : "Pour moi, la France est multiethnique mais pas multiculturelle. La France, à l'origine, est un pays de race blanche. Vous savez 'Nos ancêtres les Gaulois', comme on disait à l'école", a-t-il lâché très sérieusement.

Audrey Salor

[nouvelobs.com](http://nouvelobs.com)

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**